

**Conférence de presse conjointe du Commandant des Operations Amani Leo, le Général Amuli et le Commandant de la Force de la MONUC, le Général Babacar Gaye**

**Goma, 11 mars 2010**

**Introduction de la conférence par le général Babacar Gaye**

Mesdames et messieurs bonjour, nous sommes ici avec le Général Amuli et le Commandant de la force, moi-même, et nous sommes à votre disposition.

**Q : Reuters:** Avec le nouveau mandat de la MONUC, la Mission est obligée d'être sélective avec les commandants avec lesquels elle travaille. Je voudrais savoir où en est-elle dans ce processus ? Est ce que c'est achevé ? Et les commandants qui sont dans les opérations et qui sont soutenus par la MONUC, est-ce qu'ils sont passés par ces démarches ? La deuxième question est de savoir où est ce qu'on en est avec les opérations ?

**R : Général Babacar Gaye :** Vous savez que le mandat que nous avons reçu à travers la Résolution 1906 fixe de manière très claire les conditions dans lesquelles nous devons apporter notre soutien aux FARDC. Cette Résolution n'est pas seulement destinée à la MONUC. C'est aussi une Résolution que nous partageons avec tous les acteurs qui sont parfois cités dans la Résolution. Je peux vous confirmer que toutes les conditions qui sont prévues pour que la MONUC puisse apporter son soutien aux unités des FARDC ont été remplies. Ce ne sont pas des conditions qui relèvent seulement de la Force de la MONUC. Nous sommes une mission multidimensionnelle dans laquelle il y a plusieurs sections de la MONUC et qui ont (chacune) une action à remplir. Pour que toutes les conditions soient prises en compte, toutes ces sections ont fait leur travail. Je confirme donc que si nous avons apporté notre soutien aux opérations, notamment celles qui ont déjà été menées dans le Nord Kivu par les bataillons de réserve, c'est parce que toutes les conditions ont été remplies. Nous avons actuellement dans le Nord Kivu mené deux opérations avec les bataillons de réserve : l'une dans la zone de Kashebere, l'autre dans la zone de Marangara c'est-à-dire dans la zone de Rutshuru.

**Q : Radio okapi – Général Amuli**

Comment évoluent les opérations jusque-là, et quel en est le bilan en termes de chiffres ? Quels sont les mécanismes de protection des populations dans les zones de combats ? Car on rapporte encore des cas de représailles des FDLR ?

**R : Général Amuli :** Les opérations évoluent très bien. Il n'y a pas de problème. Les FDLR sont en débandade. Certains, que l'on retrouve encore en groupes résiduels, sont repoussés très loin dans la forêt. Sincèrement, on est entrain de les rechercher. Ils sont très diminués. Donc d'une façon globale, les opérations se déroulent très bien. En terme de bilan au Nord et Sud Kivu, pour ne parler que de Amani Leo, le bilan est positif parce

que nous nous sommes mis d'accord avec nos amis Rwandais, Ougandais et Burundais lors de la réunion d'évaluation qui a eu à Matadi. On était tous unanimes que les FARDC, appuyées par la MONUC, ont fait un travail remarquable puisqu'on est arrivé finalement à démanteler presque les 3/4 des sanctuaires des FDLR. On a détruit toutes les défenses des FDLR. On a ouvert beaucoup d'axes jadis contrôlés par ces FDLR. On les a délogés dans pas mal de carrières minières et ainsi de suite.

S'il faut parler des chiffres dans le cadre d'Amani Leo, nous avons 271 FDLR neutralisés dont 175 au Sud Kivu et 96 au Nord Kivu. Et pendant la même période, 135 dépendants ont été récupérés par les FARDC et remis à la MONUC pour rapatriement chez eux au Rwanda. Nous avons récupéré, tous calibres confondus, 180 armes. Pour ce qui est du deuxième volet de la question sur la protection des civils, nous sommes entrain de mettre en place des mécanismes dans la planification des opérations, ensemble avec la MONUC. Quand on a des unités identifiées pour aller à la traque des FDLR, il y a d'autres unités qui restent pour assurer le contrôle des zones et de la population.

**Q : Canal Afrique et VOA**

Quelle est la relation qui existe entre les FARDC et la MONUC dans les opérations Amani Leo ? Où en êtes vous avec les opérations, car on note des attaques en territoire de Lubero. Il y a 3 jours, on a brûlé la prison de Bingi. Ce matin aussi des bruits courent sur la progression des FDLR vers Beni.

**R : Général Babacar Gaye:** Je voudrais d'abord vous rappeler que c'est la Résolution 1906 qui demande à la MONUC, agissant en étroite collaboration avec le gouvernement de la RDC, de continuer à coordonner ses opérations avec des brigades des FARDC déployées dans l'Est du pays, étant entendu que la protection des civils doit venir au premier rang des priorités et que les opérations doivent faire l'objet d'une planification conjointe avec ces brigades en vue de désarmer les groupes armés étrangers dans les zones ciblées. Donc, je crois que plutôt qu'un long discours, le terme de notre mandat répond parfaitement à votre question.

**R : Général Amuli :** Les opérations se passent très bien, je vous ai dit que les FDLR sont sensiblement diminués, mais ils ne sont pas complètement neutralisés. On les trouve encore par petits groupes résiduels, mais très mobiles. Ils surgissent à l'improviste après avoir étudié le terrain pour voir s'il y a une patrouille des FARDC ou de la MONUC et ils apprécient si dans 5 minutes ils peuvent attaquer, soit un convoi, brûler des cases et en 2 minutes ils sont partis. L'intervention peut venir, mais c'est en retard. On est entrain de se déployer et revoir les déploiements pour essayer de les contrer à tout moment. Mais je vous dis qu'ils sont très errants, très mobiles. Leurs attaques, c'est surtout en quête de survie, pour chercher à manger, voler et partir. Même les unités des FARDC sont attaquées de cette façon. Ils surgissent à 4 heures du matin, ils surprennent les militaires qui sont là bas, ils prennent quelque 2 à 3 caisses de munitions, et ils sont partis. On appelle ça des « raids ». Ils le font souvent. C'est leur mode d'action maintenant. Mais

toujours est-il qu'ils ne sont plus en mesure de venir déloger toute une compagnie offensive. Non ! Ça, je ne pense pas.

**Bakemana, correspondant de CANAL Afrique:** J'ai trois petites préoccupations. Ceux qui ont connu la mort par les FARDC, ces (soldats) FARDC (arrêtés) sont-ils déjà condamnés ? La seconde question c'est autour d'un de vos officiers qui doit être arrêté et vous êtes chargé de l'arrêter, le Colonel Zimurinda. L'avez-vous déjà fait ? La troisième question, c'est autour de la chance que vous, en tant que Général de l'armée congolaise, vous donnez au ramassage d'armes au Nord-Kivu moyennant 50 dollars ?

**R : Général Amuli :** Bien, merci. Il y a 3 questions. La première concerne les viols des femmes à Minembwe. Je vous informe que je viens de Minembwe moi-même. J'ai fait le déplacement de Minembwe. Il ya de cela 1 mois, j'étais au Sud-Kivu, entrain de sillonner toute la province. J'avais commencé justement par le territoire de Fizi et principalement à Minembwe. On a vécu cette situation. Nous avons réussi à arrêter et à amener en justice les quelques militaires qu'on a attrapés, mais malheureusement d'autres étaient en fuite. Les militaires arrêtés sont à la disposition de la justice militaire au Sud-Kivu et vont répondre de leurs actes au moment où nous parlons.

Par rapport à Zimurinda, c'est une question très sensible, un dossier très sensible, il faut que vous le sachiez. Mais aussitôt que j'ai été saisi de ce dossier du Colonel Zimurinda, moi à mon tour, nous sommes en service commandé, vu la sensibilité de ce dossier, j'ai tenu informé mes chefs hiérarchiques desquels maintenant j'attends l'attitude à tenir. Je vous dis que c'est un dossier sensible. Mais, néanmoins, pour ce qui nous concerne, nous les FARDC, nous ne tolérerons pas ce comportement. Ça nous choque, ça nous dérange d'autant plus que nous sommes entrain, depuis un certain moment, de parler et d'aller partout visiter nos unités pour leur parler justement du respect des droits humains qui restent pour nous les FARDC, dans le cadre des opérations Amani Leo, notre cheval de bataille. Le respect des droits humains est, à coté de la protection de la population et de ses biens, notre devoir sacré. Donc, je n'aurai pas tellement de commentaires tant que je n'ai pas encore reçu des instructions, tant que je n'ai pas encore reçu l'attitude à tenir. Mais toujours est-il que, ça, il faut le savoir aussi, nous les FARDC, aussitôt informés des différentes allégations, par les organisations des droits humains, par Human Rights Watch, nous avons pris l'initiative de mettre en place une commission de vérification conjointe, MONUC-FARDC, et même les membres des droits de l'Homme pour descendre immédiatement sur le terrain aussitôt que nous sommes informés, d'un acte, d'un mauvais comportement vis-à-vis de la population, en rapport avec les violations des droits humains. Nous ne sommes pas indifférents de ça. Je vous dis que ça nous choque et peut-être d'ici là, mes chefs vont me dire quoi faire.

A la troisième question sur le ramassage d'armes, en tout cas, c'est quelque chose de très bien. Je ne peux que soutenir cela. Puisque que dans le cadre des opérations, il n'y a pas que les FDLR, il y a aussi les groupes armés, il y a aussi toutes ces armes éparpillées pour la stabilisation de la paix définitive à l'est de la RDC. Moi je pense (que) si on arrive à récupérer toutes ces armes, pour moi, ça sera une bonne chose. Il faut que (cette opération) réussisse. Ce sera une bonne chose pour tout le monde.

**Q : Radio La Colombe:** La question que je pose au Général, mais ça sera en Swahili. (TRADUCTION) : Général, nous avons des nouvelles en provenance de Minembwe, notamment à Uvira. Nous voulons savoir si les FARDC sont décidés à travailler avec la MONUC parce que nous apprenons que les FARDC sont accusés de viols et de non respect des droits de l'Homme. Je ne sais pas si vous-même, vous vérifiez ces allégations sur le terrain ? La deuxième question, nous remarquons une forte présence des officiers FARDC dans la ville de Goma : des colonels, des majors. Quelle mesure avez-vous pris pour sécuriser la ville de Goma ? Il y a trop de militaires, on ne sait pas qui les commande. Y a-t-il des mesures prises pour interdire à ces militaires de se promener en désordre comme des chèvres ?

**R : Général Amuli :** Merci. Concernant la question des tracasseries des militaires à Minembwe et Uvira, je pense que, ce n'est pas seulement à ces endroits là. Je pense que c'est partout que nous apprenons qu'il y a des violations des droits de l'Homme. Je peux vous assurer qu'il y a près d'un mois maintenant, j'ai décidé de visiter toutes nos troupes sur le terrain pour parler avec elles. J'ai aussi parlé avec les chefs des groupements, les administrateurs des territoires et les membres des comités de sécurité, les églises, la société civile. Avant-hier, j'étais à Beni, à Kasindi, et à Butembo, pour faire voir à tous ces gens comment, dans le cadre des opérations Amani Leo, l'armée congolaise peut collaborer avec les populations civiles. Nous voulons changer les mentalités. Parce que, Amani Leo est différente de Kimia 2. Dans Amani Leo, ce sont les FARDC avec l'appui de la MONUC, et de la population civile. Notre vision est de voir la population civile (être) intégrée dans ces opérations Amani Leo. Et si nous, FARDC, nous voulons être ensemble avec la population, il faudrait que nous changions nos mentalités. Qu'il n'y ait plus des viols, de barrières, des travaux forcés, des pillages dans des habitations. Je pense que, si les militaires changeaient, la confiance sera rétablie entre nous et la population et nous serons acceptés.

En ce qui concerne la deuxième question sur la présence très remarquée des FARDC dans la ville. Bon, Goma, c'est l'état-major. Il y a des officiers qui sont ici et attendent leur affectation. Il y a un processus qui est en cours pour qu'ils soient déployés dans certaines unités. Mais aussi, il y a beaucoup d'états-majors. Nous avons notre état-major de coordination, nous avons l'état-major de la 8<sup>ème</sup> région militaire, le commandement des opérations au Nord-Kivu. C'est normal que vous voyiez des militaires en circulation. Mais, nous aussi, nous avons déjà donné l'ordre que nos militaires aillent aux fronts que de rester dans la ville.

**Q : Radio TAINA :** Ma première question s'adresse au Général Amuli. Elle concerne les chefs des groupes armés qui sont entrain de se rendre. La fois dernière, nous avons suivi la déclaration du général La Fontaine qui a dit qu'il s'est rendu aux FARDC. Est-ce qu'il y a des mesures d'encadrement qui sont mises à la disposition de ces gens qui se rendent aux FARDC ? La deuxième question s'adresse au Général des forces onusiennes. Combien de temps allez-vous rester aux côtés des FARDC pour les accompagner ? Et s'il

arrive que vous deviez partir, est-ce que vous envisagez la période post-force de la MONUC et comment vous l'envisagez ? Merci.

**R : Général Amuli** : Merci pour la question. Concernant les chefs des groupes armés, vous (n') êtes (pas) sans ignorer que tous les chefs des groupes armés sont à Kinshasa. Je vous informe qu'ils sont en formation au Bas-Congo. Ils suivent une formation au centre supérieur militaire. Maintenant, ils sont en sortie de terrain. Ils font des exercices sur le terrain à Kisantu plus précisément. Pour ceux qui traînent encore les pas, je les invite à venir très vite. Nous les attendons, nous leur avons toujours tendus la main, qu'ils viennent. La Fontaine (général du PARECO) a pris une bonne initiative. Je le félicite. Il doit le plus tôt possible rejoindre ses collègues, chefs des groupes armés.

**R : Général Babacar Gaye** : En ce qui concerne votre question, nous ne pourrions avoir une réponse officielle à votre question, que lorsque le nouveau mandat de la MONUC sera adopté par le Conseil de sécurité à la fin du mois de mai. Vous savez que la MONUC avait reçu un mandat de 5 mois, ceci notamment pour permettre aux autorités onusiennes de pouvoir discuter avec le gouvernement sur l'avenir de la MONUC. Je crois que la presse s'est fait l'écho des premières positions qui ont été exprimées. Mais nous n'aurons véritablement une décision sur laquelle nous pouvons élaborer des stratégies, faire des réflexions que lorsque, nous recevrons le nouveau mandat. Voilà, ce que je peux dire.

**Q : Digital Congo** : Et au cas où vous ne recevez pas le nouveau mandat ?

**R : Général Gaye** : Si nous ne recevons pas le nouveau mandat, ça veut dire que nous partons. Mais, vous oubliez que, dans la Résolution 1906, il a déjà été dit qu'au delà du mandat de 5 mois, le Conseil s'engageait à donner à la MONUC un mandat supplémentaire. Donc, s'agissant du mandat du Conseil de sécurité, il y a une volonté de nous donner un mandat. Mais, nous sommes ici des hôtes d'un pays souverain.

**Q : Radio OKAPI** : Général Amuli, ce sont les FARDC qui ont l'entière responsabilité de combattre les FDLR même s'ils ont l'appui de la MONUC. Je voudrais savoir, comme les FDLR sont dispersés, même s'il y en a certains qui sont capturés et rapatriés chez eux, beaucoup sont dispersés. Est-ce que vous n'êtes pas entrain de résoudre un problème et d'en créer un autre ? Parce que s'ils sont dispersés vous ne savez plus les localiser ou contrôler leur mouvement. Récemment, nous avons appris que certains FDLR seraient déjà en province Orientale. Qu'est ce que vous en dites ? Et ma deuxième petite question, est-ce que vous avez confiance en vos officiers militaires issus des différents groupes armés. Là, je vais citer, les officiers FARDC issus du CNDP. Est-ce que vous croyez qu'ils mènent ces opérations avec détermination ? Si, je pose cette question, c'est parce que, selon certaines indiscretions, certains officiers issus du CNDP seraient en train d'orienter des opérations dans des zones minières, même s'il n'y a pas de FDLR, et on pense qu'ils ont d'autres idées derrière les opérations qu'ils sont en train de mener. Je veux savoir qu'est ce que vous en dites ?

**R : Général Amuli** : Merci pour la question. Par rapport aux FDLR dispersés, nous savons ce que nous allons faire. Nous aussi nous serons dispersés pour les poursuivre. Je vous dis que les FDLR doivent être poursuivis jusqu'à leur dernier retranchement. On ne peut pas arrêter les opérations tant que le phénomène FDLR n'est pas encore fini en RDC. C'est juste qu'ils soient localisés dans la Province Orientale. Dans le Maniema également. Je vous informe aussi au Katanga. Tout cela, c'est suite à la pression militaire. Le Katanga, le Maniema et la Province Orientale, c'est en RDC. Sur le sol congolais, il n'y aura pas des FDLR. Donc, on va les poursuivre jusque là. Et toutes les dispositions sont prises pour que les unités qui sont de l'autre côté entreprennent déjà des opérations pour les traquer. De ce côté là, il n'y a pas tellement de problèmes. De la confiance à mes officiers, j'ai confiance en mes officiers. En dehors de certains comportements, en dehors de ce que j'attends comme instruction de la part de mes chefs hiérarchiques, mais en ce qui concerne les opérations, j'ai confiance en mes officiers. Ils se battent très bien, ils commandent très bien. Je suis aussi au courant qu'il y a certains officiers qui se livrent à la recherche des minerais. Parfois, ils coopèrent avec les civils qui viennent exploiter du bois moyennant quelque chose. Je sais. Je suis entrain de prendre des dispositions vis-à-vis de ces dossiers.

**Q : Reuters**: Je voulais juste demander sur les chiffres que vous avez donné sur le bilan jusque là de 271 neutralisés. Est ce que vous pouvez expliquer le terme "neutraliser" ? Et au Général Babacar Gaye, est ce que ces chiffres ont été vérifiés par la MONUC ? Deuxième chose, est ce que vous êtes au courant de là où se trouve le Colonel Zimurinda ? Est-ce qu'il est toujours engagé dans les opérations des FARDC ?

**R : Général Amuli** : Neutraliser pour nous veut dire tuer ceux qui sont sur le terrain. Ceux qui sont capturés ou se sont rendus sont remis à la MONUC et rapatriés chez eux. Ce sont des chiffres depuis Amani Leo seulement.

**R : Général Gaye** : En ce qui concerne la MONUC, ce qui n'est certainement pas contestable, ce sont les rapatriements. Ceux qui sont rapatriés passent par les mains de plusieurs organismes, donc il est tout à fait possible de comparer les chiffres. Maintenant les opérations, ce sont toujours des zones grises dans lesquelles si nous ne sommes pas présents, nous ne pouvons pas dire que nous confirmons. Nous travaillons en étroite collaboration avec les FARDC. Nous n'avons aucune raison de remettre en cause les déclarations d'officiers qui se battent pour restaurer la paix et la stabilité dans leur pays.

**R : Général Amuli** : En rapport avec la présence de Zimurinda. A ma connaissance, Zimurinda est ici à Goma. Depuis qu'on a commencé à parler beaucoup de lui, quand j'étais à Beni, je me suis renseigné. On m'a dit qu'il était à Goma. Il a préféré se retirer à Goma tranquillement et suivre la situation.

**Q : Digital Congo** : Il y a quelques jours, nous étions à Mushaki où 250 éléments FARDC qui étaient ralliés aux FDLR se sont rendus aux FARDC. Je veux savoir, Général Amuli, est ce que vous avez des nouvelles du colonel Emmanuel qui avait dirigé ces gens vers les FDLR. Qu'est ce que vous prévoyez pour que pareil cas ne se reproduise plus ?

**R : Général Amuli :** Moi, (je suis) la voix autorisée. Je vous dis que c'est 90 FARDC qui s'étaient ralliés aux FDLR puisqu'ils ne savaient pas quoi faire. L'objectif pour eux n'était pas de se rallier aux FDLR. Beaucoup sont revenus à la raison pour dire qu'ils se sont trompés. Leurs chefs les ont trompés. Cet Emmanuel, il est resté maintenant sur les 90, je pense avec 10 ou 8 personnes. Il souffre. Moi je pense qu'il est avec les FDLR en quelque sorte pris en otage par les FDLR, puisque, suite à cet acte qu'il a fait de rejoindre les FDLR, pour les FDLR, ils ont estimés en quelque sorte que c'était leur malheur, puisque nous avons découvert là où ils étaient cachés. Maintenant, les FDLR l'ont désarmé. Ils sont entrain d'errer avec lui comme prisonnier.

Merci beaucoup